

mercredi, 29 mai 2013 08:04

McCain à Alep, Obama n'attaquera pas la Syrie !

IRIB- M. Ghassem Moheb-Ali, experts des questions politiques du Moyen-Orient,

estime que malgré les actions des faucons comme le sénateur républicain, John McCain, il est difficile à croire que la Maison Blanche ait recours à la force militaire contre le gouvernement du président syrien, Bachar al-Assad. - Le sénateur républicain John McCain a effectué une visite inopinée en Syrie. Comment évaluez-vous cette visite ?



Gh. Moheb-Ali :

Il paraît que la décision de M. McCain de visiter la Syrie dans le contexte actuel, revient aux différends politiques entre les républicains (les faucons et les néoconservateurs, aussi) et les démocrates à l'intérieur des Etats-Unis. L'origine de ces divergences remonte à l'époque de la présidence de George W. Bush. Il s'agit surtout des points de vue différents qui existent de part et d'autres sur le comportement à adopter vis-à-vis de la Syrie et de la République islamique d'Iran. Le but principal de la visite en Syrie du sénateur John McCain est de faire pression sur le gouvernement de Barack Obama afin de l'obliger à passer à l'action militaire contre Damas, en essayant de mener à l'échec la diplomatie et le dialogue.

Le sénateur McCain est l'un des critiques les plus farouches de l'administration démocrate, et il a demandé l'action militaire contre le gouvernement du président Bachar al-Assad, dès le début de la crise en Syrie. Or, les démocrates ont essayé d'éviter le recours à la force militaire face à la Syrie et à la République islamique d'Iran.

- Tandis que le gouvernement de Barack Obama fait croire, en apparence au moins, qu'il souhaite un règlement politique pour la crise syrienne, le sénateur John McCain dit qu'en cas de l'échec de la conférence internationale de Genève II, les Etats-Unis doivent prendre pour cible l'aviation de la Syrie. Croyez-vous que la Maison Blanche finirait par accepter les conseils des faucons comme m. McCain ?

Gh Moheb-Ali :

Non. Certes, les républicains radicaux tentent de mettre le président américain sous pression, afin de l'obliger une position plus radicale par rapport à la Syrie, mais cela ne signifie pas que la Maison Blanche finirait nécessairement par céder aux pressions des républicains. En outre, il faut savoir que les Etats-Unis et le régime israélien ont plutôt pour la poursuite du statu quo en Syrie : les belligérants (soit le gouvernement de Bachar al-Assad, soit les groupes extrémistes de l'opposition) sont considérés à Washington et à Tel-Aviv comme des menaces pour les intérêts des Etats-Unis et du régime sioniste. Plus les belligérants s'affaibliront mutuellement en Syrie, plus la menace serait moins grande.

Depuis plusieurs années, les Etats-Unis accusent le gouvernement du président Bcchar al-Assad et le Hezbollah libanais d'une part, et al-Qaïda et le Front al-Nosra de l'autre, être impliqués dans des attentats à la bombe en Irak, au Pakistan, en Afghanistan, au Liban ou en Arabie saoudite pour tuer des ressortissants américains. Maintenant que ces deux groupes s'entretuent, les Etats-Unis ne

trouvent pas de raison de les en empêcher. Je crois que le gouvernement américain ne passerait pas à l'action que lorsque ces deux camps se soient considérablement affaiblis mutuellement, c'est-à-dire au moment où Washington verra que ces deux camps ne compteraient plus des acteurs décisifs de la crise syrienne. Plus les deux camps opposés mettraient mutuellement en doute la crédibilité de leur adversaire, plus les intérêts des Etats-Unis dans la région seront renforcés.

- Certaines autorités russes ont confirmé l'annulation de la livraison des missiles S-300 au gouvernement syrien. Les analystes l'ont commenté comme un possible accord russo-américain dans les coulisses. Quelles sont les préoccupations communes de Washington et de Moscou dans le dossier syrien ?

Gh Moheb-Ali :

La Syrie est le dernier allié traditionnel de la Russie dans le monde arabe. Les Russes connaissent très bien les capacités et la structure des forces armées syrienne, et ils ont une base maritime dans ce pays. De nombreuses personnalités civiles ou militaires de la Syrie ont fait leurs études supérieures en Russie. Tout ce qui se passe en Syrie est important pour la Russie. Un effondrement éventuel du gouvernement du président Bachar al-Assad peut propager la crise dans tous les pays de la région du Moyen-Orient. Par conséquent, les dirigeants russes maintiendront leur position actuelle, et insisteront à soutenir le gouvernement syrien. Ils ont d'ailleurs l'expérience de la Libye et du changement du régime dans ce pays en raison de l'intervention militaire des Occidentaux.

La situation actuelle de la Syrie est telle que les Etats-Unis et la Russie ont à la fois des points de divergences et des points de convergences au sujet de ce qui se passe actuellement dans ce pays. Par exemple, à quel niveau serait-il permis de garder les structures du pouvoir actuel en Syrie ? Certes, les Russes préfèrent garder cette structure au pouvoir, tandis que les Américains souhaiteraient d'y introduire des changements majeurs.

Par ailleurs, les Russes et les Américains voient en al-Qaïda et ses alliés une menace commune. Les Frères musulmans syriens sont beaucoup plus radicaux que leurs confrères en Egypte et dans les autres pays arabes. En outre, tandis que les Américains voient une menace sérieuse dans l'alliance entre le gouvernement du président syrien Bachar al-Assad et le Hezbollah libanais, il semble que les Russes s'y sentent plus rassurés et ne voient pas le chiisme politique une menace substantielle pour les intérêts du Kremlin. En tout état de cause, le terrain d'entente qui existe en Syrie pour les Russes et les Américains consiste à empêcher les radicaux d'avoir accès au pouvoir.

- Alors que les deux camps syrien, c'est-à-dire le gouvernement et l'opposition n'ont pas encore annoncé officiellement la présence de leurs représentants respectifs à la conférence internationale de Genève II, peut-on espérer une réussite significative de cette conférence ?

Gh Moheb-Ali :

Il serait trop optimiste si l'on croit que la conférence de Genève II pourrait résoudre tous les problèmes. Mais cette conférence peut avoir deux acquis importants : 1) faire comprendre au gouvernement et à l'opposition syrienne qu'il serait possible de cesser les hostilités pour dialoguer. 2) Faire comprendre à la communauté internationale qu'une approche équilibrée pourrait ouvrir la voie à un règlement pacifique de la crise syrienne. En outre, tout accord politique risque d'être très fragile, étant donné que dans les deux camps, c'est-à-dire le gouvernement et surtout l'opposition syrienne, il existe des divergences de vue importantes.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
